

ment erroné quant à l'impact politique que pouvait susciter une telle victoire. Il regrette l'empathie générale qu'a suscitée le succès des Bleus et l'illusion d'un spectacle sportif « intégrateur ». L'auteur s'interroge sur la capacité des médias à provoquer un tel engouement chez le spectateur que le seul spectacle sportif n'aurait certainement pas engendré. Quelques années après le Mondial 1998 et les espoirs d'une France décomplexée et unifiée qu'il a engendrés, le match France-Algérie d'octobre 2001 au Stade de France est un camouflet pour cette France multicolore pacifiée. Au-delà de la simple rencontre sportive, ce duel était investi d'un poids symbolique. Elle avait pour but d'amorcer une normalisation et un apaisement des relations franco-algériennes. Il n'en sera rien puisque *La Marseillaise* est sifflée et le match interrompu suite à l'envahissement de la pelouse. En regroupant de nombreux témoignages et coupures de presse français et algériens, l'auteur analyse ainsi la fin du mythe Black-Blanc-Beur.

Dans le chapitre suivant, Bertrand Fincoeur met en avant le rôle joué par le football dans l'établissement des tensions communautaires en Belgique. Le stade fut le témoin des revendications les plus vindicatives et un lieu de parole débridée. Dans un contexte très particulier de crispation politique, les chants anti-communautaires dans les stades sont apparus comme le symbole de la destruction du lien social entre Flamands et Wallons.

Jean-Gabriel Contamin et Olivier Le Noé reviennent eux sur un épisode

saisissant de l'histoire de la Coupe du monde, celui du *Mundial* argentin de 1978. Occasion unique pour la junte alors en place qui pratique le terrorisme d'État de réhabiliter son image. Les auteurs expliquent en quoi l'organisation de la Coupe du monde a été une fenêtre d'opportunité politique pour les dirigeants argentins, à l'instar des Jeux Olympiques de 1936 à Berlin qui ont servi la propagande du régime nazi.

L'intérêt du livre est de ne pas stigmatiser l'utilisation politique du sport par les régimes autoritaire seuls. En effet, par un regard pluridisciplinaire avec des exemples concrets et variés, l'ouvrage révèle également comment un régime démocratique peut utiliser le football à des fins politiques. Si le lien entre les différentes parties n'est pas toujours évident, *Les usages politiques du football* donne un éclairage pertinent sur la politisation du ballon rond.

Thomas Kebbouche
IRIS

**La brutalisation du monde.
Du retrait des États à la
décivilisation / Josepha
Laroche**

Montréal, Liber, 2012, 183 p.

À l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage *La brutalisation du monde. Du retrait des États à la décivilisation*, Josepha Laroche propose une réflexion sur la question du retour de la violence dans les relations internationales. Professeur de science politique à l'université de Paris I et spécialiste de relations internatio-

nales, Josepha Laroche s'intéresse depuis plusieurs années aux problématiques de la mondialisation et de la gouvernance mondiale. Ce qui fait l'originalité de cet opus est la volonté clairement affirmée de convoquer à la fois sociologie politique, histoire, anthropologie, littérature et psychanalyse freudienne pour analyser comment les États contemporains se heurtent à un retour de la violence transnationale, mettant à mal leur autorité légitime et contribuant à une *brutalisation du monde*.

Plus précisément, l'argumentaire de cet ouvrage s'articule clairement en deux parties (structurées chacune en deux chapitres). Josepha Laroche se propose d'analyser tout d'abord le refoulement de la pulsion de mort associé au processus de civilisation au niveau international. Elle le fait en particulier en étudiant la formation et la routinisation des normes et des pratiques diplomatiques. Elle s'attache ensuite à éclairer « le retour du refoulé, afin de souligner l'érosion de ce mouvement [...] au profit d'un processus de brutalisation » qui se traduit par « la mondialisation actuelle des violences non étatiques » (p. 14).

Ainsi, les deux premiers chapitres s'intéressent à la construction historique d'un corpus de normes et de règles juridiques encadrant les interactions entre États depuis le Moyen-Âge. L'auteur met ainsi en parallèle le processus de civilisation tel qu'il est analysé par Norbert Elias au niveau individuel (c'est-à-dire le développement et l'incorporation de normes d'autocontrainte des émotions et des affects) avec le processus

macro de développement d'un cadre à la fois institutionnel (qui se traduit aujourd'hui par l'ONU) et normatif (développement du droit international, codification de la guerre, normes coopératives privilégiant les relations pacifiques entre États). Ce double processus individuel et macro s'apparenterait ainsi à ce que Freud analysait, sur le plan de la psychanalyse individuelle et collective, au refoulement de la pulsion de mort.

Mais les deux chapitres suivants montrent que si ce refoulement international de la violence constitue bien le témoignage d'un processus de civilisation au niveau international entre les États, il n'est pas pour autant achevé. Il rencontre même aujourd'hui, avec la montée en puissance de la conflictualité infra-étatique et des violences politiques, un dilemme entraînant un retour de cette pulsion de violence refoulée. Ce retour de la violence infra-étatique vient dès lors ébranler les fondations des États. Pour l'auteur, ces derniers, occidentaux ou non, sont aujourd'hui de moins en moins détenteurs du monopole de la violence légitime. Ils sont en effet concurrencés sur ce plan par des groupes infra-étatiques qui, dans un contexte de banalisation de la violence, alimentent une brutalisation du monde. Cette brutalisation fait courir à de nombreuses régions du monde un risque de décivilisation.

Si cette conclusion semble pessimiste, force est néanmoins de constater que l'actualité internationale incite à pencher en faveur de cette thèse.

Si cet ouvrage s'avère riche et éru-

dit, sa lecture en est pour le moins dense, et difficilement abordable à des lecteurs qui ne connaîtraient guère la sociologie éliassienne et la psychanalyse freudienne. Le foisonnement de références théoriques n'en empêche pas moins, cependant, de suivre le fil directeur de l'ouvrage sans difficulté, et d'être convaincu par l'auteur.

Delphine Deschaux-Beaume
Sciences Po Grenoble

**Intelligence économique.
Mythes et réalités** / Nicolas Moinet

Paris, CNRS Editions, 2011, 192 p.

L'ouvrage de Nicolas Moinet n'a pas vocation à définir académiquement l'intelligence économique. En raison des diverses acceptions de cet anglicisme, l'auteur affirme même dès l'avant-propos son « impossible définition » (p. 11). Il estime qu'il est en revanche pertinent d'explicitier les concepts fondateurs du sujet et de comprendre sa dynamique d'évolution. La rédaction de ce livre, « fruit de quinze années de recherche et de pratique » (p. 189), a requis une approche interdisciplinaire car l'intelligence économique se situe « au carrefour de plusieurs disciplines » (p. 13).

Sa pratique en France est très fortement imprégnée de modèles provenant du domaine militaire. « Le cycle du renseignement » fournit aux experts en intelligence économique un cadre d'étude pratique, voire rassurant, car il est le « produit d'une construction sociale » (p. 43). Il facilite la compréhension et l'élaboration des étapes de recherche, de

traitement, d'analyse et de diffusion de l'information. Les capacités de veille stratégique, de coordination des acteurs et d'insertion de l'information brute dans une dynamique d'apprentissage collectif, sont les caractéristiques d'un dispositif intelligent. En termes plus techniques, la notion d'intelligence pourrait être perçue comme la capacité à raccourcir sa boucle OODA (Observation-orientation-décision-action), tout en allongeant celle du dispositif adverse. Les attentats du 11 septembre, la prise de contrôle d'Havas par Bolloré, ou encore l'échec de la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 2012, sont autant d'exemples de dysfonctionnements du cycle du renseignement, et/ou d'incapacité à réduire la boucle OODA, entraînant la « paralysie » ou l'influence des acteurs du dispositif de sécurité (p. 45).

On appréciera la dynamique de l'écriture, en harmonie avec la nature évolutive de l'intelligence économique, dont la pratique nécessite de pouvoir « appréhender les problèmes autrement » (p. 106). Les nombreux encadrés renforcent le caractère pédagogique du contenu et permettent à l'occasion, d'approfondir certaines notions essentielles comme les démarches de benchmarking des entreprises et leurs enjeux. Elles sont mises en place dans un contexte de « coopération-concurrence » et se concrétisent par un échange d'informations utile pour les deux contractants. Le benchmarking se différencie de la veille, qui aurait pour objectif d'utiliser les données recueillies « à l'insu de l'adversaire » (p. 100).

En analysant des flux d'informations à forte valeur ajoutée au sein d'une société pétrolière, l'auteur a pu constater l'existence de quatre communautés stratégiques de connaissance, pouvant inclure des membres assez éloignés dans la hiérarchie ou appartenant à différentes divisions opérationnelles. Par exemple, « la communauté des négociateurs zones - affaires nouvelles » est matérialisée par des relations tissées entre d'une part, les spécialistes régionaux (Asie, Extrême-Orient) et d'autre part, la direction commerciale, la direction des ressources humaines, les banques d'affaires, les filiales, les consultants, le responsable des avant-projets, ou encore les compagnies nationales (p. 128-129).

Ces communautés se trouvaient être peu intelligibles à la simple lecture de l'organigramme de cette société. L'élaboration de ce type de cartographie permettrait ainsi aux dirigeants de mieux comprendre la logique des flux d'informations stratégiques entre les différents salariés, de tirer profit de relations informelles ou encore d'en gérer les conséquences.

La bibliographie exhaustive, les citations d'autres experts dans le domaine et la pertinence des méthodes d'investigation traduisent un réel souci d'objectivité dans la démarche de rédaction. L'auteur est convaincu que la construction d'une approche théorique pourrait expliquer les dysfonctionnements observés dans la pratique de l'intelligence économique.

Alexandre Pamart
IRIS SUP'

**L'histoire à parts égales.
Récits d'une rencontre
Orient-Occident (XVI^e-XVII^e
siècle)** / Romain Bertrand

Paris, Le Seuil, 2011, 664 p.

Le 22 juin 1596, au nord-ouest de l'île de Java, quatre navires néerlandais partis de Hollande quinze mois plus tôt jettent l'ancre dans la rade de la cité portuaire de Banden. Cette « Première navigation », comme on l'appellera, marque le premier contact des Hollandais avec les populations javanaises. Depuis que Philippe II joint à la couronne espagnole celle de Portugal, en 1581, la façade atlantique de l'Europe du Sud est interdite aux navires néerlandais, les privant ainsi d'accès aux lieux méditerranéens d'approvisionnement en poivre et épices, les richesses de l'époque. C'est sur le commerce des épices de Indes que les provinces néerlandaises ont fondé pour partie leur richesse. Il devient alors urgent, pour les Provinces unies, d'obtenir un accès direct à ces ressources, ce qui pousse les autorités néerlandaises à aller « déloger les Portugais de leurs comptoirs fortifiés d'Asie - et donc prendre pied sur les côtes de Java et Sumatra afin de s'y fournir à moindre coût en poivre et épices des îles Moluques » (p. 26).

Ce contexte « géopolitique », qui conditionne l'expédition néerlandaise, n'est pourtant qu'un motif pour Romain Bertrand, directeur de recherche au Centre d'études et de relations internationales (CERI). En effet, l'objectif de son travail révèle autrement plus ambitieux que le simple récit historique d'une expé-